



S'opposer à la politique d'austérité et réactionnaire du gouvernement Hollande-Ayrault : il y a urgence !

La semaine aura été marquée, en France, par deux événements politiques majeurs : la présentation au conseil des ministres du budget 2014 et les propos de Valls, soutenus par Hollande, contre les Roms. Deux événements prouvant que ce gouvernement mène une politique en faveur des seules entreprises et cautionne la haine contre les plus défavorisés et démunis.

Une politique contre les classes populaires

Selon le gouvernement, le budget 2014 serait un budget « pour l'emploi et le pouvoir d'achat », avec 80 % d'économies budgétaires et 20 % de hausses d'impôts. Mais, ce budget va aggraver deux fois l'austérité pour les classes populaires. Une fois par les économies budgétaires à hauteur de 15 milliards qui sacrifieront des milliers d'emplois dans la fonction publique, mettront à mal le service public de la santé, les collectivités locales... autant de services publics en moins pour la population. Une deuxième fois par des augmentations d'impôts injustes d'autant qu'il oublie dans son calcul « savant » d'intégrer la hausse de la TVA dès le 1er janvier prochain et la hausse des cotisations retraites...

Les entreprises bichonnées

A écouter le gouvernement, il aurait décidé de taxer aussi bien les entreprises que les particuliers. Pure intox ! Certes de nouveaux impôts sont programmés pour les entreprises, mais les allègements dans le cadre du fameux « choc de compétitivité » feront en sorte qu'elles ne paieront rien de plus, et pire elles verront même leur imposition baisser. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) apportera 10 milliards aux entreprises en 2014... financé par la hausse de la TVA (plus de 5 milliards), la fiscalisation des majorations de pensions (1,2 milliard), l'abaissement du quotient familial (1 milliard), la fiscalisation de la part employeur des complémentaires santé (1 milliard), la réduction d'impôt pour les frais de scolarité (440 millions)... En plus, 3 milliards de TVA serviront cette année à financer la Sécurité Sociale, notamment la réduction des cotisations familiales accordée aux patrons, pour compenser la hausse des cotisations patronales sur les retraites : c'est le retour de la TVA « sociale » de Sarkozy !

Les Roms : la politique des boucs émissaires

Valls souffle sur la braise de la haine en prétendant que les Roms « *ne veulent pas s'intégrer* ». Il espère ainsi diviser et dévoyer le mécontentement. Ces propos, soutenus par la plupart des dirigeants du PS et par Hollande, montrent que même sur ce terrain, plus rien ne les distingue de la droite ni même... de l'extrême droite. En faisant des Roms un « problème », Valls et tous ceux qui le soutiennent font le lit du Front National. Les Roms ne sont pas le problème. Le problème c'est la politique d'austérité, en faveur des plus riches, que mène ce gouvernement. Face à cela il y a urgence ! Urgence de s'opposer à cette politique de classe qui ne fait qu'accentuer les inégalités, la précarité et le chômage et permet aux plus riches de faire toujours et encore plus de profits. S'y opposer clairement, dans l'unité, en particulier par les mobilisations pour la défense des retraites, en n'ayant pas peur de l'affrontement.



**« J'en vire trois sur quatre...
quand reprenez vous le travail ? »**

Alstom, Areva, Alstom, et depuis 2012 Schneider, le site de Pt Quevilly, que les plus anciens connaissent sous le nom de *Le Transformateur*, a changé quatre fois de propriétaire en 8 ans... A eu six directeurs en quatre ans... Tous se sont répandus en promesses d'investissement, en garanties d'emplois. Pourtant en 2012, avec la séparation en deux du site et le rachat de sa plus grande partie par son principal concurrent, tous avaient des craintes pour l'avenir. Promesses d'indépendance de production, de millions d'euros d'investissements, de construction d'un nouveau bâtiment, Schneider Electric n'a pas été avare de belles paroles. Il faut dire que nombreux ont été les *Beaux Parleurs* qui nous ont dit ayez confiance... demain ce sera merveilleux !

Mais très vite nous avons compris que nos dirigeants travaillaient à transférer commandes et production sur le site de Schneider à Metz.

Il ne restait plus à la direction qu'à déclarer que le site *perdait de l'argent... De trop... qu'il fallait faire quelque chose...* Et le tour était joué.

C'est avec une mine défaite que jeudi 26/9, lors d'un Comité d'Entreprise, la direction a annoncé la suppression de 231 postes sur les 311 du site. Il ne devrait rester que 80 personnes dans un site construit pour en employer 450 à 600 ! Trois salariés sur quatre à la porte ! Larmes de crocodiles, gueules tristes, ce sont les mêmes qui ont n'ont eu de cesse de créer cette situation qui aujourd'hui déclarent qu'ils vont trouver des solutions pour nous éviter le chômage ! Mais du travail nous en avions avant qu'ils s'occupent de nous ! Pas question de leur faire confiance, de leur confier notre avenir ! Marre de leurs belles paroles, des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, comme ils disent !

Cela craint aussi pour Alstom !

N'oublions pas que ce projet met également en péril l'autre bâtiment présent sur le site : celui d'Alstom. C'est ce Groupe qui en vendant le site, en séparant l'usine, est le premier responsable de la situation. C'est lui qui s'est payé un tueur à gages au travers de Schneider. Alstom est sous-locataire de Schneider... Le gardiennage, l'infirmerie, la cantine, etc. sont encore commun aux deux sites... De même que les cars qui conduisent tous les jours encore des dizaines d'Havrais au travail. Alstom va supporter seul les surcoûts entraînés par ce plan ? Ou bien la

direction de ce site va-t-elle en profiter pour renier ces acquis, voire pire. Les salariés des deux usines doivent faire tomber les barrières physique et immatérielles construites par leurs directions. Car leurs intérêts sont étroitement liés. Il est à craindre que leur avenir également.

Des soutiens, OK mais surtout des actes !

Il y a une semaine Frédéric Sanchez, maire PS de la commune et président de la CREA, pourtant silencieux lors des différentes ventes du site, est venu soutenir les salariés. Les politiques devant l'ampleur du coup porté, se manifestent. Sans doute l'approche des municipales y est pour quelque chose... mais nous avons besoin de tous les soutiens, de toutes les aides. Car la lutte va être longue et rude pour faire reculer la direction, pour la faire revenir sur ce projet aberrant consistant à garder 80 personnes dans cette usine ! Qui peut croire à la viabilité d'un tel projet ? Quel industriel va engager des frais pour séparer physiquement l'usine et payer des centaines de milliers d'euros de loyer annuel en plus. Même pour aider Schneider il est douteux qu'une telle poire existe ! Ce ne sont pas des mutations ou des reclassements que nous voulons, nous voulons garder nos emplois à Pt Quevilly !

Le PS à tous les pouvoirs. Il a les moyens de faire une autre politique !

Il y a trois ans, lors de la vente d'Areva T&D, le NPA réclamait la nationalisation de cette branche et la création d'un grand pôle public de l'énergie. Demain, Schneider en position de monopole, va tenter d'imposer ses prix et sa volonté à EDF qui était un de nos principaux clients. Le PS à la tête de la mairie, de la région, de l'Etat, doit refuser ce dictat d'un industriel, il doit nationaliser le site et travailler avec EDF à garantir emplois et production sur ce site qui fabrique des biens nécessaires à tous ! C'est cela une vraie politique de gauche, pas une politique d'aménagement et d'accompagnement de choix industriels guidés par le seul profit.

POUR NOUS CONTACTER :
npa.quevilly-couronne@laposte.net
site national du NPA: www.npa2009.org
site NPA agglomération Rouen:
www.npa76.org